

# APPEL A PROJETS REGIONAL

## Programme Régional Economie Sociale et Solidaire

### Dossier de candidature

téléchargeable sur [www.cr-champagne-ardenne.fr](http://www.cr-champagne-ardenne.fr)

à compléter et à retourner en trois exemplaires dactylographiés  
accompagné d'un courrier du maître d'ouvrage  
sollicitant une demande de financement

au plus tard le 30 janvier 2009 à 18h à l'adresse suivante :

Monsieur Jean-Paul BACHY  
Président de la Région Champagne-Ardenne  
Hôtel de Région  
Direction du Développement Economique  
Pôle Economie Sociale et Solidaire  
5 rue de Jéricho - 51037 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

### CONTACT

#### Région Champagne-Ardenne

Isabelle Roux – Chargée de mission Economie Sociale et Solidaire  
5 rue de Jéricho – 51037 Châlons-en-Champagne Cedex  
Tél. 03 26 70 89 04 – Fax 03 26 70 88 99  
Courriel : [iroux@cr-champagne-ardenne.fr](mailto:iroux@cr-champagne-ardenne.fr)



## EDITO



### « La Région Champagne-Ardenne multiplie vos chances d'entreprendre autrement ! »

*Depuis 2005, le Conseil Régional de Champagne-Ardenne ne cesse de s'engager de manière forte auprès de celles et ceux qui souhaitent entreprendre autrement et consacre des moyens croissants, dans le cadre de sa politique en faveur de l'économie sociale et solidaire : PROGRESS, au développement du secteur de l'économie sociale et solidaire en région. Pour illustrer mon propos, nous consacrons 300 000 € en 2005 et aujourd'hui en 2008, le budget représente plus d' 1,5 Million d'€.*

*Cet appel à projets PROGRESS a permis à près d'une centaine de créateurs de l'économie sociale et solidaire, par le biais d'un accompagnement souple et modulable, de passer de l'idée au projet. Il met en lumière le dynamisme des territoires et les besoins des porteurs dans la phase de démarrage des projets. Pour 2009, il devrait devenir un dispositif permanent.*

*C'est en réapprenant le sens de l'intérêt collectif et en remettant de l'éthique au cœur de l'activité économique que nous favoriserons le maintien et l'émergence d'emplois locaux dans des secteurs en devenir tels que le tourisme, l'environnement, les services de proximité et la culture.*

*Cette 3<sup>e</sup> édition de l'appel à projets PROGRESS démontre bien notre volonté constante de promouvoir les actions innovantes socialement, réaffirmée lors des 2<sup>e</sup> Assises régionales de l'Economie Sociale et Solidaire en septembre dernier, à agir en faveur de l'économie sociale et solidaire et il est destiné surtout à celles et ceux qui entreprennent autrement sur leurs territoires !*

**Jean-Paul BACHY**  
Président de la Région  
Champagne-Ardenne

# APPEL A PROJETS REGIONAL PROGRESS

## CAHIER DES CHARGES

### Objectif

L'appel à projets régional vise à soutenir l'émergence de projets économiques innovants entrant dans le champ de l'économie sociale et solidaire, qui créent ou maintiennent des activités sur les territoires. L'intervention régionale consiste à faciliter le démarrage de l'activité par un accompagnement technique et financier.

### Structures porteuses éligibles

Les associations, les coopératives et les mutuelles qui relèvent du champ de l'économie sociale ainsi que les structures d'insertion à vocation économique.

### Secteurs d'activités concernés

Les projets doivent s'inscrire dans les priorités régionales suivantes :

- Environnement
- Service de proximité
- Culture
- Tourisme

### Critères d'éligibilité et de sélection des projets

L'éligibilité de la demande de financement repose sur trois conditions indissociables qui doivent être remplies et vérifiables dans les faits :

- 1- La réalité économique du projet**, qui se vérifie par la production et/ou la vente de biens et /ou de services, la création d'emplois.
- 2- La gouvernance participative du projet**, justifiée par l'implication et la participation des parties prenantes, le processus de décision...
- 3- La finalité sociale du projet**, réponse à un besoin identifié peu ou mal satisfait, création ou maintien d'emplois durables et de qualité, préservation de l'environnement, lutte contre les exclusions.

Ces conditions étant préalablement remplies, la Région examinera les projets au regard de :

- leur **caractère innovant**, que ce soit dans leur contenu, leur mode d'organisation, les modalités de participation des usagers/consommateurs, la nature des biens et/ou services produits ;
- leur **ancrage territorial**, par la réponse apportée à un besoin identifié localement et l'implication des acteurs locaux publics et privés ;
- la **création** ou la consolidation **d'emplois** (notamment aidés), directement liés à l'activité proposée ;
- le **caractère durable du projet** et la crédibilité des actions et des moyens pressentis pour le pérenniser (partenariat avec les collectivités territoriales, développement du marché...);
- la **cohérence économique et financière globale** du projet à 3 ans.

## Nature et montant du soutien financier

---

La Région pourra soutenir les projets en complémentarité des moyens d'autres partenaires (fonds européen, Etat, collectivités territoriales, banques, Dispositif Local d'Accompagnement, fonds territorial Champagne-Ardenne Active...) sous la forme suivante :

**1- Soutien à l'ingénierie** nécessaire au montage et à la mise en œuvre du projet (étude lourde de marché et/ou de faisabilité, sur présentation du cahier des charges de l'étude et de deux devis minimum de prestataires extérieurs).

**2- Aide au démarrage** nécessaire au lancement de l'activité (investissement, frais généraux et investissement immatériel de démarrage) pouvant être justifiés par des factures ou des pièces prouvant la mobilisation des moyens utiles à la réalisation du projet.

Le montant des aides attribuées aux projets retenus sera fixé au cas par cas, dans la limite de :

- 80% des dépenses éligibles pour le soutien à l'ingénierie,
- et de 50% des dépenses éligibles pour l'aide au démarrage.

Dans tous les cas, l'aide régionale sera plafonnée à 20 000 € par projet pour une durée d'expérimentation maximale de deux ans. Les dépenses de fonctionnement liées à l'activité ordinaire de la structure seront par ailleurs exclues.

*Toute association fiscalisée se verra appliquer le régime communautaire n° 1998/2006 du 15 décembre 2006 qui limite les interventions publiques à 200 000 € sur une période de 3 ans, assortie de l'obligation de fournir le détail des aides publiques perçue au cours des deux derniers exercices clos (allègement de charges sociales, exonérations fiscales, crédit d'impôt, aide à l'emploi, subventions, avances remboursable, etc...).*

## Modalités de versement

---

- 70% à la signature de la convention de partenariat fixant les modalités et les engagements réciproques de la Région et du bénéficiaire,
- 30% à l'issue de l'opération sur présentation d'un bilan d'action détaillé et des pièces justificatives de sa réalisation.



## - FICHE 1 - PRESENTATION GENERALE DE LA STRUCTURE

### Identification de la structure

Raison sociale de la structure :

.....  
.....

Sigle :

.....

Statut juridique :

Association

Mutuelle

SCOP

SCIC

Autre organisme à but non lucratif. Précisez : .....

Adresse de son siège social :

.....

Code postal : ..... Commune : .....

Téléphone : ..... Télécopie : .....

Courriel : .....

Territoire d'intervention (pays, PNR, agglomération....) :

.....

Adresse site internet : .....

Numéro SIRET : ..... Numéro de récépissé en préfecture : .....

Secteur d'activité : .....

Objectifs et missions développées par la structure :

.....

.....

.....

Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre structure (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle) : .....

### Identification du responsable de la structure

(le représentant légal est le président ou  
autre personne désignée par les statuts)

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

## Renseignements administratifs et juridiques

Date de publication de la création au Journal Officiel : .....

**Votre structure dispose-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ?**

oui  non

Si oui, vous préciserez le(s)quel(s) :

Type d'agrément :	attribué par :	en date du :

**Votre structure dispose-t-elle d'un commissaire aux comptes ?**

oui  non

## Ressources humaines actuelles

**Nombre d'adhérents de la structure :** .....

(à jour de la cotisation statutaire au 31 décembre de l'année écoulée)

**Moyens humains de la structure :**

<b>Bénévoles actifs :</b> <i>personne contribuant régulièrement à l'activité de votre structure, de manière non rémunérée</i>	
<b>Nombre total de salariés :</b>	
<b>Nombre de salariés (en équivalent temps plein travaillé / ETPT<sup>4</sup>) :</b>	

**Salariés en CDI ..... dont temps plein ..... dont temps partiel.....**

**Salariés en CDD ..... dont temps plein ..... dont temps partiel.....**

**Nombre d'emplois aidés..... Type d'emplois aidés .....**

**La structure adhère-t-elle à une convention collective ?**

oui  non

**Si oui, laquelle ? :.....**

<sup>4</sup> Les ETPT correspondent aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année correspond à 0,8 ETPT, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à 80 % correspond à 0,8 \* 3/12 ETPT.

## BUDGET DE FONCTIONNEMENT

CHARGES	MONTANTS		PRODUITS	MONTANTS	
	année 2008(*)	année 2009		année 2008	année 2009
<b>ACHATS</b> prestations de services (ingénierie) électricité - chauffage - gaz - eau fournitures consommables matériel fournitures et matériel de bureau	-	-	<b>PRODUITS DES ACTIVITES</b> prestations de services ventes diverses autres produits accessoires	-	-
<b>SERVICES EXTERNES</b> sous traitance locations assurances documentations colloques formations de bénévoles	-	-	<b>SUBVENTIONS</b> Union européenne (FSE.....)  Etat - -	-	-
<b>AUTRES CHARGES EXTERNES</b> personnel mis à disposition frais d'actes honoraires publicité frais de déplacements frais de missions - réceptions frais postaux téléphone frais bancaires cotisations diverses	-	-	Conseil Régional Conseil Général  Communauté de communes  Commune (s)  Autres organismes semi- publics  Entreprises privées - Fondations - Sponsoring		
<b>IMPOTS ET TAXES</b>					
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b> salaires bruts charges patronales autres charges de personnel (formation)	-	-			
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION</b> droits d'auteurs cotisations statutaires	-	-	<b>PRODUITS DE GESTION COURANTE</b> adhésions	-	-
<b>CHARGES FINANCIERES</b> <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b> <b>DOTATIONS AMORTISSEMENTS</b> <b>DOTATIONS AUX PROVISIONS</b> <b>FRAIS SUR ENGAGTS A REALISER</b>			<b>PRODUITS FINANCIERS</b> <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b> <b>REPRISES SUR PROVISIONS</b> <b>TRANSFERTS CHARGES (CNASEA)</b> <b>REPRISE SUR ENGAGTS A REALISER</b>		
<b>TOTAL</b>			<b>TOTAL</b>		
<b>Contributions volontaires en nature</b> <b>Bénévolat valorisé</b>			<b>Contributions volontaires en nature</b> <b>Bénévolat valorisé</b>		
<b>BUDGET TOTAL</b>	-	-	<b>BUDGET TOTAL</b>	-	-

(\*)Budget prévisionnel ou réalisé le cas échéant

# FICHE 2 - Description du projet pour lequel le financement est sollicité

## Présentation générale

### Personne chargée du développement du projet :

Nom : ..... Prénom : .....  
Téléphone : ..... Courriel : .....  
Fonction : .....

### Nature de l'activité :

- Environnement       Service de proximité       Culture       Tourisme

### Nom du projet :

.....  
.....

### Territoire d'action du projet (pays, parc, agglos...) :

.....

### Enjeux et objectifs du projet :

.....  
.....  
.....  
.....

### Description des actions/missions que vous envisagez de développer :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

## Caractéristiques du projet

**Une étude de faisabilité a-t-elle été réalisée ? Si oui, quand et par qui ?**

.....  
 .....

**Si non, est-elle envisagée ?**

.....  
 .....

**En quoi ce projet est-il innovant ?**

.....  
 .....

**Nature des prestations (biens et/ou services) vendues :**

.....  
 .....

**Bénéficiaires et/ou public visé :**

.....  
 .....

**Impact attendu :**

En termes d'emplois :

.....  
 .....

Autres :

.....  
 .....

**Stratégie développée pour pérenniser l'activité et le(s) emploi(s) créé(s) :**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Détail des ressources publiques et privées à mobiliser pour mettre en œuvre cette stratégie de développement et de pérennisation :**

.....

.....

.....

**Calendrier de l'action :**


## FICHE 3 - Identification des besoins du projet

**Votre organisme est-il soumis à la TVA ?**

oui  non

**Nature de l'aide sollicitée :**

**Cocher la(les) case(s) correspondante(s) :**

Soutien à l'ingénierie (*prestation externe de consultant obligatoire*)

Aide au démarrage :

Frais généraux de démarrage

Investissement matériel

Dépenses	Montant (1)	Recettes	Montant acquis (1)	Montant sollicité (1)
<u>Ingénierie (nature de la dépense)</u> - - - -		Conseil Régional (80 % maximum) Fonds propres Emprunt Autres (préciser) :		
<u>Frais généraux et investissement immatériel de démarrage (nature de la dépense)</u> - - - - -		Conseil Régional (50 % maximum) Fonds propres Emprunt Autres (préciser) :		
<u>Besoin en investissement (nature de la dépense)</u> - - - - -		Conseil Régional (50 % maximum) Fonds propres Emprunt Autres (préciser) :		
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>		

**(1) LES MONTANTS SONT INDIQUES**     HT     TTC

## Fiche 4 - Pièces à joindre au dossier

- 1 exemplaire des **statuts régulièrement déclarés**
- La **preuve légale de l'existence de la structure** (récépissé de déclaration à la Préfecture, k bis, ...)
- La **liste des personnes chargées de l'administration de la structure** (composition du conseil, du bureau, ...)
- Un **relevé d'identité bancaire ou postal**
- Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de la structure, le **pouvoir donné par ce dernier au signataire**
- Les bilans et comptes de résultats des deux derniers exercices clos (pour une structure déjà existante)
- Le dernier rapport d'activité approuvé

**D'AUTRES DOCUMENTS VOUS SERONT DEMANDES LORS DE L'INSTRUCTION :**  
*plan de financement et budget prévisionnel à 3 ans, récapitulatif des aides publiques perçues, attestation sur l'honneur du responsable légal, ...*

**Je soussigné(e) .....**

**représentant(e) légal(e) de la structure .....**

**certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés dans ce dossier de candidature**

**Fait à ..... Le.....**

**Nom et qualité du ou de la signataire .....**

**Signature**

---

**Attention**

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

## **PARTENAIRES TECHNIQUES ASSOCIES**

### **Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire**

48, rue du Barbâtre - 51100 REIMS

Tél. 03 26 07 96 43

**Contact : Djamel DIDI**

Courriel : [cres-ca@wanadoo.fr](mailto:cres-ca@wanadoo.fr)

### **Champagne-Ardenne ACTIVE**

48, rue du Barbâtre - 51100 REIMS

Tél. 03 26 87 68 15

**Contact : Vincent CRETON**

Courriel : [champagne-ardenne-active@wanadoo.fr](mailto:champagne-ardenne-active@wanadoo.fr)